

Qui se soucie de l'éducation en Afrique?

Comme dans d'autres pays d'Afrique, les écoles primaires de la région de Sikasso au Mali ou celles de Bobo-dioulasso au Burkina Faso doivent faire face à de nombreux défis à la fois : effectifs pléthoriques, manque de classes, absence de matériel didactique, découragement des enseignants etc. Les problèmes de l'Education dans les pays en voie de développement sont connus de tous. Malheureusement rien ne change, et ce n'est pas demain que le tableau déjà sombre va s'éclaircir, car au-delà du flot de bonnes paroles et d'intentions, il ne se passe rien de concret. La situation de l'enseignant semble figée pour l'éternité. " Education pour tous en l'An 2000 ", tel était le titre d'un grand séminaire organisé par des organismes de développement à Bamako en 1993, on connaît le résultat que ce soit au Mali, au Burkina Faso ou ailleurs en Afrique. Pourquoi une telle faillite ?

Pour les acteurs et autres intervenants de l'Education en Afrique, il convient d'abord de se poser cette question avant de prétendre trouver la solution miracle à la déliquescence actuelle de l'enseignement. Nul n'ignore les causes de cette faillite, mais chacun préfère se contenter de la langue de bois des politiques et de leurs différents partenaires. Ils savent présenter et faire exécuter des projets d'éducation mirifiques qui s'avèrent inconséquents et inutilement coûteux sur les plans, humains et économiques... Si encore ils leur arrivaient de songer réellement aux problèmes de fonds liés à l'éducation.

L'enlèvement de l'éducation est dû à plusieurs facteurs, entre autres :

- Le désintérêt grandissant de l'Etat du secteur éducatif, qui ne procure pas de profits immédiats dont raffolent de nombreux politiques africains et leurs " partenaires investisseurs " du Nord ;
- La méfiance des populations vis-à-vis de l'Ecole moderne qui engendre plus de chômeurs et de fonctionnaires que de travailleurs capables d'initier et de mener à bien des projets prenant réellement en compte les potentialités et les ressources locales ;
- L'élitisme du système éducatif et l'absence de réforme scolaire axée sur les réalités locales ;
- Et point le plus important probablement, le déficit de formation d'une grande partie du personnel enseignant et le manque de moyens pédagogiques appropriés ;

Ces maux sont des conséquences ou font partie du système éducatif et administratif actuel hérité de la colonisation et gravement pervertis par les nombreux régimes d'exception qui ont affligé et continuent d'affliger le continent.

Globalement, depuis les indépendances, le niveau de l'éducation a baissé en qualité et avec la croissance démographique la tendance n'est pas prête de s'inverser. Au Burkina, au Mali pour pallier aux effectifs pléthoriques, avec des classes comptant parfois plus de cent (100) élèves, dans les zones urbaines ou semi-urbaines, la « double vacation¹ » ou « double flux », solution made in Washington, imposée par le FMI pour satisfaire aux contraintes de l'ajustement structurel. L'enseignant, à deux volées, une classe le matin et une autre l'après midi, un travail à peu près double pour un salaire supplémentaire de 30 francs suisses mensuels qui s'ajoutent au 125 de base, alors qu'il faudrait plus d'écoles, et surtout plus d'enseignants bien formés, de matériels et de contenus pédagogiques conséquents. Même divisés en deux groupes, les classes demeurent en moyenne bondées. Une lourde tâche pour les enseignants titulaires de ces classes qui s'échinent à longueur de journée à « faire ce qu'ils peuvent ». Et seuls les élèves les plus brillants s'en sortent au détriment du plus grand nombre qui va grossir la masse résiduelle scolaire, un des freins au développement. Aujourd'hui, les pays africains sont accrochés aux mamelles du FMI et de la Banque Mondiale, qui on le sait pourquoi, n'accordent en réalité guère de priorité à l'Education dans les pays où ils interviennent.

Les aides et les actions ponctuelles en matière d'éducation s'avèrent globalement inefficaces, car elles sont souvent mal ciblées et ne répondent pas aux besoins des populations qui sont censés en tirer bénéfice. Au Burkina, par exemple, malgré les incessantes interventions des ONG et des diverses coopérations occidentales, les aides ponctuelles et les différents projets " Education " pilotés par le Ministère de l'Enseignement de Base, le taux d'analphabétisme s'élève à plus de 80%, celui de scolarisation des 12-17 ans à 12,7%, et 1% pour l'enseignement supérieur²... Au Mali voisin, le tableau n'est pas meilleur. Certes de nouvelles écoles ont été construites, du matériel scolaire a été fourni, mais la qualité de l'éducation ne cesse de baisser, car la formation n'a pas suivi, de même l'organisation chargée de chapeauter ces écoles. Une belle école toute neuve avec des élèves en photo cela fera à coup sûr plaisir aux bailleurs de fonds, mais avec quels moyens, quels enseignants ayant reçu quelle formation cette école fonctionnera t-elle, sont autant

¹ La méthode de la double vacation appliquée dans certaines écoles du Burkina et du Mali consiste à répartir une classe pléthorique en deux groupes. L'un bénéficie des cours le matin et l'autre le soir et vis versa, dispensés généralement par le même enseignant, qui le plus souvent n'est pas formé à cette double tâche. Aussi rien n'a été prévu pour occuper les élèves pendant les heures de vacation.

² Source : *L'Etat du monde 1998, éditions " La découverte "*.

de questions à ne pas se poser. De nombreux enseignants continuent d'être embauchés sans une formation pédagogique de base solide, avec des salaires aussi peu motivant que leur manque de formation et de vocation et des contenus de l'enseignement de moins en moins adaptés, car déconnectés des réalités locales. Et ce n'est pas les séminaires de formation dits pédagogiques de quelques jours à quelques semaines parfois avec *per diem* à la clef qui changeront quelque chose au niveau des enseignants. Dans un contexte de sous formation chronique, ils sont autant de replâtrages sur un jambe de bois, et organisés par le biais d'organismes de développement, ils sont autant d'occasion de dépenser l'argent de l'aide au développement, de faire travailler quelques expatriés au prix fort parfois et de se donner bonne conscience. Dans la troisième Région du Mali, deux fois la superficie de la Suisse, il n'y a actuellement aucune école de formation, faut-il en dire plus ?

Les dons de livres et de matériels pédagogiques inadaptés constituent, entre autres entraves, des actions nuisibles à l'éducation et aux compétences pédagogiques des pays récepteurs. En juillet 1998 l'ambassadeur de France à Ouagadougou offrait au Burkina des livres français³ – dont on se préoccupe peu de leur utilité dans ce pays – pendant que « *Faso Livres*⁴ », une association locale produisant des ouvrages scolaires écrits par des enseignants burkinabé se voyait plusieurs fois refusée une aide de la Coopération Française⁵ pour améliorer et augmenter ses publications reconnues d'utilité publique. Il est vrai que la quasi-totalité de l'édition scolaire de l'Afrique occidentale francophone est l'affaire d'éditeurs français. Ce qui fait que les aides à l'éducation évitent de développer ce secteur essentiel de l'éducation. D'autre part, on peut se poser la question, compte tenu du coût et de moyens que cela supposent, s'il est réaliste d'imaginer que dans un futur proche chaque écolier aura pour chacune de ses années scolaires son livre de français ou d'une autre langue et celui de maths. « *Il faut arrêter de nous envoyer des livres* » m'a dit un jour un enseignant devant une pile de livre made in France, *il n'y en a jamais assez pour tout le monde, le livre ne fait pas partie de notre culture, ils sont trop chers si on veut se les acheter, et les livres cadeaux finissent en lambeaux assez rapidement, si vous voulez qu'on lise donnez-nous les moyens de créer nos propres livres, alors peut être que l'on se mettra à lire... »*

L'éducation, à l'instar de nombreux domaines d'activité des pays africains a besoin de profondes réformes. Mais ces réformes, aussi ambitieuses et réalistes soient-elles, ne sauraient donner les résultats escomptés qu'en tenant compte des besoins globaux de l'Education, dans un climat de quiétude sociale, d'autosuffisance et de transparence dans la gestion des affaires publiques... Et avec une réelle solidarité des pays du Nord. C'est en cela que les pays et les citoyens du Nord soucieux du devenir et du développement durable de l'Afrique pourraient l'aider " autrement ". En soutenant l'instruction et l'émergence de compétences locales capables de concevoir, d'organiser et de réaliser le développement et l'épanouissement répondant aux besoins essentielles des populations dont elles sont issues. ***Seulement on peut continuer de rêver, car à l'évidence l'éducation n'est pas une priorité. Pas plus pour les dirigeants africains que leurs partenaires du Nord. Alors qu'un soutien massif à l'éducation dans tous les pays d'Afrique ne coûterait que 4 milliards de dollars par an⁶, les pays industrialisés préfèrent dépenser cette même somme tous les 4 jours pour trafiquer et produire des armes... Pour un monde meilleur sûrement !***

Bayala Parfait et écrivain
Instituteur burkinabé.

Martin Olivier
Instituteur vaudois résidant au Mali

Article publié en 1999 dans l'Educateur, le journal des enseignants de Suisse Romande

³ Lire Bayala Parfait, « *A propos des 11 tonnes de livres offerts au Burkina* », lettre ouverte à l'ambassadeur de France au Burkina, publiée dans le quotidien burkinabé, *L'observateur Paalga* n°4704 du 27 juillet 1998.

⁴ Faso Livres est une association à but non lucratif œuvrant dans l'édition scolaire (BP : 658, Bobo Dioulasso – Burkina Faso). Créée en 1994, elle a déjà produit et distribué – à des prix très abordables – plusieurs dizaines de milliers de livres de cours, d'exercices et d'annales de l'enseignement primaire comme du secondaire, pratiquement sans subvention ni aide d'ONG, encore moins de l'Etat.

⁵ Au Burkina, le Projet d'Appui à l'Enseignement Secondaire Général (PAESG) de la Coopération Française soutient la conception et l'élaboration de programmes d'enseignement qui ne sont pas vulgarisés faute de politique d'édition. Une série de cours de physiques (classes de seconde et première) initiée par ce projet a déjà été publiée par Faso Livres en collaboration avec des enseignants locaux.

⁶ The Guardian (Guardian Weekly 3-9 2000)